

## Carte Blanche - Mobiliser en Belgique comme en Europe ! (27.2.12)

***La forte mobilisation du monde du travail de ce 30 janvier 2012 en Belgique montre qu'au-delà des frontières nationales les politiques d'austérité (mais pour qui ?) imposées par la troïka FMI, BCE, Institutions européennes, sont rejetées largement dans toute l'Europe. Et le mouvement continue, car, en dépit de la concertation, le gouvernement paralysé par le diktat de la troïka, reste muet jusqu'à présent.***

Ces politiques d'austérité générèrent la précarité, sont inefficaces dans leur objectif affiché de résorption des déficits publics et, en plus, détruisent le tissu économique, empêchant ainsi la relance et la création d'emplois. En outre, le projet de nouveau traité européen destiné à figer cette politique néfaste et la fameuse « règle d'or » qui consiste à inscrire dans les Constitutions des différents Etats-membres l'interdiction de présenter un budget en déficit, sont profondément antidémocratiques et sont même contraires à l'idée d'une Europe basée sur la solidarité et l'égalité entre les peuples. De plus, les marchés financiers ne seront guère impressionnés par ce nouveau traité.

La gauche militante, faussement accusée d'euroscepticisme, est favorable à la solidarité entre les peuples et donc à une construction européenne démocratique. Elle lutte contre le pouvoir de l'argent qui gangrène les institutions de l'Union européenne et qui accroît l'appauvrissement, l'asservissement et détruit l'environnement. La gauche militante se bat pour que soient prises à l'échelle européenne les décisions nécessaires à la restauration du progrès économique et social.

Cependant, nous sommes soumis à une pensée économique dominante – le néolibéralisme – qui a montré ses nuisances depuis plus de trente années et dont le véritable objectif est le démantèlement des services publics et de l'Etat au profit du pouvoir de la haute finance, sapant ainsi la démocratie. En outre, aucun de ceux qui nous gouvernent n'a le courage de prendre une autre voie, comme celle recommandée par de nombreux économistes de toutes écoles, dont deux Prix Nobel.

En trois ans de crise financière, malgré les promesses, rien n'a été fait pour réguler le système bancaire. Les euro-obligations qui soulageraient les Etats du poids de la dette, la scission des fonctions spéculatives et de crédit des banques, la réforme de la BCE qui permettrait une maîtrise démocratique de la politique monétaire sont obstinément refusées par le tandem « Merkozy » qui a la haute main sur le Conseil européen, sans compter le gouvernement Monti.

En Belgique, trop d'engagements ont été trahis : les pensions, on n'y touchera pas ! L'âge de la pension anticipée a été porté à 62 ans, avant quoi d'autre ? La sécurité sociale restera unitaire ! On régionalise les allocations familiales avant quoi d'autre ? On ne touchera pas à l'index ! La question de l'index a été posée par quatre fois depuis que le gouvernement est en place, avant son laminage ?

Les mouvements sociaux montrent que la confiance entre le politique et le monde du travail n'existe plus générant ainsi une situation périlleuse.

Pourtant des solutions peuvent être mises en œuvre, nous en épingleons trois :

- 1) Sur le plan de la fiscalité. L'indispensable rigueur dans la perception des contributions doit s'accompagner d'une véritable justice fiscale impliquant une réelle progressivité de l'impôt ;
- 2) La taxe sur les transactions financières (TTF) est un instrument efficace de lutte contre la spéculation et dont le rapport pourra enfin donner des moyens pour lutter contre la précarité et la pauvreté.

De plus, la progressivité de l'impôt et la TTF feront bouger les choses en matière d'harmonisation fiscale au niveau de l'Union européenne.

3) Une toute autre orientation doit être prise en matière de politique industrielle. Si on prend l'exemple de la sidérurgie, elle ne pourra être sauvée qu'au niveau public et européen.

4) L'argument de la concurrence mille fois invoqué par la Commission européenne pour s'opposer à des « aides d'Etat » - en clair à toute politique industrielle – ne tient pas : la concurrence est mondiale et non pas circonscrite à l'Union européenne. La relance de la sidérurgie européenne par des investissements publics au niveau de l'Union permettra à ce secteur de retrouver sa position concurrentielle et de créer un nombre important d'emplois. Et cela vaut pour tous les secteurs de l'industrie.

Enfin, une nouvelle politique industrielle n'aura des effets bénéfiques qu'en prenant en compte les impératifs environnementaux, afin de lutter contre la pollution et le réchauffement climatique. Les moyens existent : il suffit de combattre le gaspillage éhonté des richesses par la haute finance.

Tous ensemble, organisations syndicales, partis et mouvements de gauche, groupes informels d'indignés, nous devons poursuivre notre mobilisation pour imposer un réel changement de direction.

***Robert Falony, journaliste, membre du club « Osons le socialisme », Monique Discalcius, conseillère communale PS à Koekelberg, journaliste, membre du club « Osons le socialisme », Louis Van Geyt, ancien président du Parti communiste de Belgique, membre du club « Osons le socialisme », Jean Cornil, ancien parlementaire, Michel Vanhoorne, Links Ecologish Forum, Forum Gauche Ecologie, Pierre Verhas, auteur, membre du club « Osons le socialisme »***